

# Kenya

## Environnement opérationnel

### Contexte

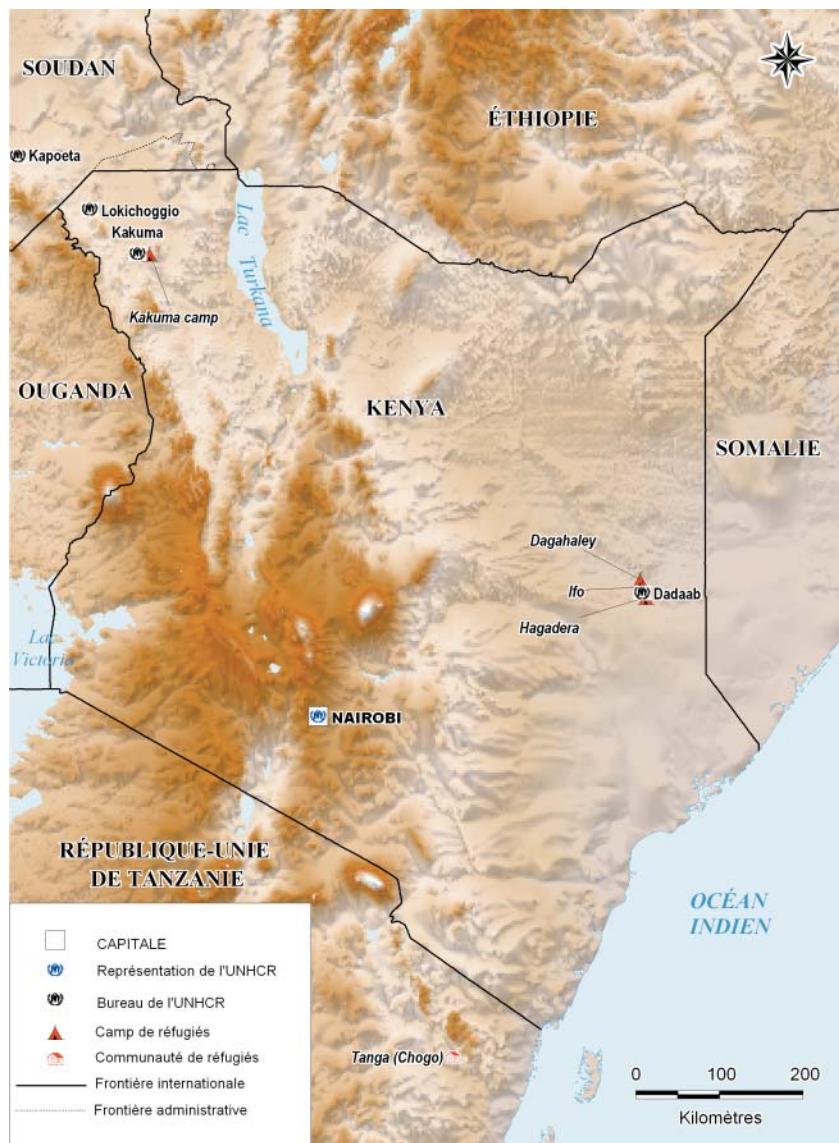
En 2006, les bureaux de l'UNHCR au Kenya ont dû faire face à de nouveaux afflux de réfugiés somaliens, soudanais et éthiopiens. Suite aux intempéries, des inondations ont détruit les abris, les latrines et les infrastructures et provoqué des épidémies de choléra, de diarrhée et de rougeole dans les camps de réfugiés de Dadaab et de Kakuma.

Compte tenu des élections nationales qui auront lieu au Kenya en 2007, les questions liées à l'asile ne manqueront pas de se politiser. Dans un tel climat, l'UNHCR devra collaborer étroitement avec le Gouvernement, l'Équipe des Nations Unies dans le pays, les ONG et d'autres organisations de la société civile afin de préserver « l'espace d'asile ». L'Organisation espère que le Parlement kenyan adoptera en 2006 une loi sur les réfugiés attendue de longue date, bien que des impératifs politiques risquent d'entraîner un nouveau report.

Fin octobre 2006, plus de 30 000 nouveaux réfugiés somaliens avaient gagné le Kenya pour fuir les troubles civils et la sécheresse dans leur pays. Cet afflux, qui se poursuit, mettra à rude épreuve la capacité de l'UNHCR à prodiguer des services dans le camp de Dadaab. De plus, en dépit de l'accord de paix global relatif au Sud-Soudan signé en janvier 2005, quelque 12 000 nouveaux réfugiés originaires de la région sont arrivés au camp de Kakuma, poussés par la faim, l'insécurité et la pénurie de services essentiels. Kakuma a également assisté à un afflux sans précédent de réfugiés éthiopiens, se revendiquant pour beaucoup de l'ethnie des Nuers, qui ont fui les troubles politiques et la violence dans la région de Gambella.

### Besoins

Les contraintes budgétaires subies en 2006 ont limité les possibilités de réponses aux problèmes de protection et ont réduit l'assistance dispensée aux réfugiés, dans les camps comme en milieu urbain. Le taux de malnutrition aiguë s'est élevé à 26,3 pour cent à Dadaab et à 19,6 pour cent à Kakuma, tandis que le niveau d'anémie des enfants de moins de cinq ans atteignait souvent 83 pour cent. Le bois de chauffage n'étant désormais fourni que cinq mois par an –



contre 12 auparavant – les femmes et les enfants sortant des camps à la recherche de combustible sont plus exposés aux risques d'agression et d'exploitation sexuelles.

En matière d'éducation, bien que les résultats obtenus soient encore éloignés des objectifs du Millénaire pour le développement, les comptes rendus montrent que le taux de scolarisation des filles a atteint 65 pour cent parmi les réfugiés. Leurs résultats lors des examens nationaux se sont également améliorés. Cependant, les mariages et les grossesses précoces, de même que les pressions culturelles, continuent d'entraver leur capacité à profiter des possibilités d'éducation qui leur sont offertes. Le nombre d'élèves par professeur et par manuel scolaire demeure élevé. Un nombre accru de salles de classe, de bureaux et d'enseignants sera nécessaire en 2007, en particulier à Dadaab.

Dans les camps, et notamment à Dadaab, la communauté des réfugiés doit être plus impliquée dans la protection et la gestion des lieux. Les évaluations participatives se poursuivront en 2007 afin de signaler les risques en matière de

protection, de renforcer les mécanismes de survie des réfugiés et de mettre en avant les besoins de groupes et d'individus vulnérables.

La promotion de l'égalité des sexes dans toutes les structures de décision et de gestion demeure une priorité. Les femmes composent la moitié des comités de Dadaab et environ un tiers de ceux de Kakuma. Elles doivent néanmoins être encouragées à s'affirmer davantage dans les structures décisionnelles.

Bien que la sécurité physique des réfugiés se soit nettement améliorée – le nombre de cas de violence sexuelle et sexiste signalés par la sous-délégation de Kakuma a atteint son niveau le plus bas en 2005 –, elle demeure un grave sujet de préoccupation. Des zones de sécurité doivent être créées afin d'améliorer la protection des femmes et des enfants. Il est également indispensable de distribuer du bois de chauffage tout au long de l'année afin de réduire les risques en cours, notamment par les femmes et les filles.

Lors de la rédaction du présent Appel, une évaluation conjointe de l'UNHCR et du PAM était en cours pour déterminer les besoins alimentaires de la population des camps.

### Total des besoins : 32 338 766 dollars E.-U.

## Objectifs principaux

- Mener un programme global de solutions durables incluant le rapatriement à grande échelle des réfugiés soudanais et la réinstallation de réfugiés qui ont des besoins spécifiques.
- Consolider les partenariats avec tous les intervenants existants et potentiels, notamment le Gouvernement kényan, les institutions des Nations Unies et les ONG.
- Maintenir des normes de traitement acceptables pour les réfugiés et autres personnes relevant de la compétence de l'UNHCR et veiller à satisfaire les besoins de protection spécifiques des femmes, des enfants et autres individus en situation de risque.
- Continuer à offrir un appui technique au Gouvernement, notamment pour l'application de la législation sur les réfugiés et l'accès aux services publics.

## Cibles prioritaires en 2007

- Le Parlement adopte une nouvelle loi sur les réfugiés.
- Les entretiens de détermination du statut de réfugié ont lieu dans les cinq mois suivant l'enregistrement.
- L'enregistrement est finalisé dans les 15 jours suivant le premier contact avec l'UNHCR.
- Les demandeurs d'asile et les réfugiés en contact avec l'UNHCR font systématiquement l'objet d'un profilage biométrique et se voient délivrer une carte d'identité.
- Toutes les personnes ayant des besoins de protection spécifiques sont identifiées en vue d'une réinstallation.
- Des possibilités de naturalisation sont offertes aux réfugiés au sens de la Convention et aux réfugiés mariés à des citoyens kényans.
- Au moins 70 personnes par mois bénéficient de services d'orientation psychosociale.
- Le taux de malnutrition aiguë est réduit à 5 pour cent.
- Chaque réfugié reçoit une ration alimentaire de 2 100 kcals par jour.
- Les femmes constituent la moitié des membres des comités de gestion et de distribution des vivres dans tous les camps.
- Tous les réfugiés reçoivent 20 litres d'eau par personne et par jour.
- Des protections périodiques sont distribuées à 40 000 réfugiées en âge de procréer.

## Stratégie et activités

Le manque de structures gouvernementales chargées de gérer la question des réfugiés constitue une grave lacune en termes de protection. Au dernier trimestre 2006, le Parlement kényan débattait encore d'un projet de loi sur les réfugiés, dont on espère qu'il sera prochainement adopté. Le Secrétariat national aux réfugiés, qui a été transféré en 2005 du ministère de l'Intérieur au nouveau ministère de l'Immigration et du Recensement des personnes, demeure

## Chiffres prévisionnels

Type de population	Origine	Janvier 2007		Décembre 2007	
		Total dans le pays	Nb pers. assistées par l'UNHCR	Total dans le pays	Nb pers. assistées par l'UNHCR
Réfugiés	Somalie	170 960	170 960	200 000	200 000
	Soudan	74 250	74 250	55 050	55 050
	Éthiopie	14 480	14 480	14 120	14 120
	Pays divers	9 380	9 380	9 450	9 450
Demandeurs d'asile	Somalie	7 000	7 000	6 000	6 000
	Éthiopie	3 000	3 000	2 500	2 500
	Pays divers	1 400	1 400	1 000	1 000
<b>Total</b>		<b>280 470</b>	<b>280 470</b>	<b>288 120</b>	<b>288 120</b>



La reprise des combats en Somalie a entraîné l'afflux de plus de 30 000 réfugiés au Kenya. UNHCR / J.-P. Amigo

une petite entité dotée d'une capacité opérationnelle limitée. L'augmentation de ses ressources matérielles et humaines en 2006 pourrait améliorer sa capacité de gestion de la question des réfugiés.

En l'absence d'une participation active de la part du Gouvernement, l'UNHCR demeure confronté à des difficultés dans l'identification, l'enregistrement et la détermination du statut des demandeurs d'asile et des réfugiés. La délivrance de cartes d'identité officiellement reconnues a été différée, dans l'attente des résultats de l'opération de relevé des empreintes digitales entreprise à Dadaab par le Bureau national de recensement. L'absence de documents officiels, qu'il s'agisse de certificats de naissance ou de cartes d'identité, demeure un grand problème pour la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile présents dans l'ensemble du pays.

## Réfugiés soudanais

Le rapatriement des réfugiés soudanais devrait prendre de l'ampleur en 2007. L'UNHCR espère avoir aidé 5 000 Soudanais à rentrer de leur plein gré d'ici la fin 2006 et 20 000 autres devraient regagner leur pays en 2007. Cependant, malgré les retours actuellement en cours vers le Sud-Soudan, les réfugiés non rapatriés devront continuer à bénéficier d'une protection et de la recherche de solutions durables. À mesure que la population diminuera à Kakuma, certains services pourront être confiés à des partenaires de l'UNHCR.

## Réfugiés somaliens

L'important afflux de réfugiés somaliens actuellement observé au Kenya devrait se poursuivre en 2007. Le plan de préparation aux situations d'urgence de l'UNHCR table sur 80 000 nouveaux demandeurs d'asile, c'est-à-dire 50 000 en 2006 et 30 000 en 2007. Un tel afflux mettrait à rude épreuve les services actuellement disponibles dans le camp de Dadaab. L'UNHCR suivra donc de près la situation, afin de pouvoir développer et optimiser l'assistance dispensée aux réfugiés et à la communauté d'accueil en cas d'augmentation de la population. L'Organisation continuera à faciliter le rapatriement librement consenti des Somaliens au « Puntland », où la situation est désormais propice aux retours.

## Réfugiés d'autres nationalités

Des demandeurs d'asile individuels originaires d'Éthiopie, de la région des Grands Lacs et d'Ouganda continueront probablement à contacter les bureaux de l'UNHCR au Kenya afin d'obtenir une protection. L'Organisation améliorera le traitement des demandes d'asile et le système d'orientation vers les camps de réfugiés. Elle analysera également les mouvements de population, afin de déterminer les causes premières des déplacements dans la région.

## Contraintes

La principale contrainte subie en 2006 a été un manque important de fonds. Disposant d'un budget encore plus restreint en 2007, l'UNHCR se concentrera sur la protection élémentaire et la recherche de solutions durables pour les groupes et les individus exposés à de graves dangers et/ou ayant des besoins spéciaux. Afin de combler les lacunes qui en résulteront en matière de protection et de services, le Haut Commissariat devra continuer à coopérer très étroitement avec les ONG et d'autres partenaires pour obtenir des fonds supplémentaires. Le personnel de l'UNHCR opère dans des zones dangereuses qui nécessitent en permanence le recours à des escortes armées. Cette contrainte, qui entrave les déplacements du personnel, affectera probablement les activités de protection et les services humanitaires.

## Organisation et mise en œuvre

### Présence de l'UNHCR

Nombre de bureaux	4
Effectif total	160
Fonctionnaires internationaux	30
Collaborateurs nationaux	114
JEA	7
VNU	9

### Coordination

Le Gouvernement kényan et l'UNHCR assureront la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile et coordonneront l'assistance aux réfugiés. À cet égard, l'Organisation continuera à aider ses homologues gouvernementaux à consolider leur capacité de protection et à renforcer le régime d'asile.

L'UNHCR poursuivra son étroite coopération avec ses partenaires d'exécution et ses partenaires opérationnels en procédant conjointement à l'évaluation des besoins, à la planification et à la mobilisation des ressources. L'Organisation déploiera d'importants efforts pour trouver de nouveaux partenaires, en particulier pour renforcer les programmes en faveur des jeunes au camp de Dadaab. L'Initiative de Nairobi, un forum interorganisations, continuera à regrouper les ONG nationales et internationales, les représentants de la société civile, les groupes d'entraide, les

réfugiés et les autorités gouvernementales pour tenter d'améliorer la protection et les services dispensés aux réfugiés et aux demandeurs d'asile de Nairobi.

Les objectifs du Millénaire pour le développement offrent des points de référence universels pour la planification du programme en faveur des réfugiés du Kenya. L'une des priorités pour 2007 consistera à renforcer la collaboration avec l'UNICEF et le FNUAP dans les activités liées à l'éducation, aux femmes et aux enfants. Par ailleurs, un solide partenariat unit l'UNHCR au PAM, qui fournit et distribue des vivres dans les camps et mène à bien des programmes d'alimentation thérapeutique et scolaire.

Partenaires
Partenaires d'exécution
Organismes gouvernementaux : Bureau national de recensement, département des Affaires de réfugiés, ministère de l'Immigration et du Recensement des personnes.
ONG : <i>African Refugee Training and Employment Services, CARE International, Comité international de secours, Salesians of Don Bosco Kenya, Fédération luthérienne mondiale, Film Aid International, Handicap International, National Council of Churches of Kenya.</i>
Partenaires opérationnels
Autres : BSP/ONU, <i>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> , Équipe des Nations Unies dans le pays, OIM, PAM.

Activités et services	Budget-programme annuel	
	2006	2007
Protection, suivi et coordination <sup>1</sup>	7 967 718	8 143 030
Abris et infrastructures	1 164 277	294 799
Activités génératrices de revenus	85 413	16 106
Appui opérationnel (aux partenaires)	3 167 419	3 934 881
Assainissement	548 026	336 250
Assistance juridique	1 726 064	1 276 391
Besoins domestiques	2 037 461	1 064 050
Bétail	182 162	0
Eau	812 671	762 783
Education	2 771 707	2 038 276
Production vivrière	56 777	0
Santé	3 260 334	3 130 592
Services communautaires	842 401	775 739
Sylviculture	253 612	127 755
Transport et logistique	1 154 644	1 000 638
Vivres	573 816	884 856
<b>Total des opérations</b>	<b>26 604 500</b>	<b>23 786 146</b>
Appui au programme <sup>1</sup>	8 463 912	8 552 620
<b>Total</b>	<b>35 068 412</b>	<b>32 338 766</b>

<sup>1</sup> Inclut les coûts relatifs au Groupe régional d'appui technique à Nairobi.

